

Le pouvoir aux travailleurs

21 OCTOBRE 1991

N° 3

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE

PAGES	
1 - 3	EDITORIAL : - UNE CARICATURE REACTIONNAIRE SE MEURT, VIVE LE COMMUNISME ! COTE D'IVOIRE :
3 - 5	- La classe ouvrière a besoin de s'organiser.
6 - 7	- Carte de séjour, carte d'identité: une façon de faire payer les pauvres.
7 - 8	- Yopougon: une opération "d'assainisse- ment" ou d'enrichissement sur le dos des pauvres.
	MADAGASCAR :
8 -11	- La dictature de Ratsiraka chancelle mais ceux qui s'appêtent à le rempla- cer sont des bourgeois comme lui.
	MALI :
11-12	- Quand les galonnés de Bamako jouent aux démocrates.
13-15	- LA CONFERENCE NATIONALE, UNE PALABRE ENTRE COMPERES.

UNE CARICATURE REACTIONNAIRE SE MEURT, VIVE LE COMMUNISME !

Après l'échec du putsch qui voulait faire revenir l'URSS à une sinistre terreur policière, les transformations politiques qui s'y déroulaient depuis plusieurs années viennent de connaître une accélération brutale. Alors, on entend nos dictateurs comme les dirigeants de ce monde jubiler sur "l'effondrement du communisme". Ils nous disent que l'effondrement de l'URSS, c'est la preuve que le "marché libre", c'est-à-dire le capitalisme, est la seule voie d'avenir harmonieuse pour l'humanité, etc..

Il faut une dose colossale d'hypocrisie et de cynisme à tous ces gens-là pour tenir un tel langage. Ils osent nous dire que finalement ils sont heureux de vivre dans un "monde libre" les innombrables déshérités du sous-développement qui croupissent dans les bidonvilles. C'est aux travailleurs et à leurs familles qui vivent dans la misère à Abobo ou Adjamé en Côte d'Ivoire comme à Fikine au Sénégal qu'ils osent dire qu'ils ont le privilège de vivre dans un "monde libre" ?

Heureux ces millions de chômeurs, ces travailleurs qui touchent un salaire de misère et qui de surcroît vivent sous la dictature? Heureux ces millions de petits paysans ruinés par les aléas du "marché libre" mondial des matières premières? Heureux ces millions de familles pauvres pour qui avoir simplement de l'eau potable est infiniment plus

inaccessible que ne l'est l'achat d'une mercédès climatisée, d'une villa somptueuse ou de boire du champagne pour tous ces gens qui nous vantent les vertus du monde capitaliste? Nous dont les familles s'enfoncent de plus en plus dans la misère et qui ne voient aucune issue à leur situation, sommes bien placés pour savoir que tous ces gens-là n'ont que du mépris pour les pauvres. Ce que les pauvres subissent en Côte d'Ivoire, au Cameroun, d'autres le subissent ailleurs, parfois même dans des conditions pires. Pas seulement en Afrique d'ailleurs mais aussi en Amérique Latine, en Asie. C'est par millions qu'ils s'entassent dans les taudis de Calcutta, de Bombay, de Sao Paulo, etc..

Même dans ces pays riches qu'on nous présente comme des jardins modèles du capitalisme et qui ne manquent ni de moyens financiers ni de moyens techniques, ils ont leurs Harlem, leurs Bronx. Il y a en Amérique, la première puissance capitaliste, des dizaines de millions de personnes qui vivent en dessous du "seuil de pauvreté", des millions de chômeurs qui ne survivent que grâce à la soupe populaire, sans logements, et qui sont dans l'impossibilité de soigner et d'éduquer leurs enfants.

Le capitalisme c'est la liberté nous disent-ils. Quelle liberté? Celle de crever de faim à

Adjamé? Depuis les indépendances, nos pays qui font paraît-il partie du "monde libre" ne sont que des chasses-gardées des pays impérialistes qui y ont installé des dictateurs comme Houphouët, Bongo et autres Mobutu qui y règnent sans partage depuis des décennies sous la bonne protection de la bourgeoisie internationale.

Même aujourd'hui où, sous la pression et la peur des contestations de la rue, les dirigeants impérialistes ont demandé à leurs valets africains de "libéraliser" un peu leurs régimes en introduisant le multipartisme, il n'y a de "liberté" que de façade. C'est toujours la dictature de la misère pour l'écrasante majorité de la population. Le multipartisme n'a pas empêché ces dictateurs de continuer à sévir et à se remplir les poches.

Le bien-être n'est réservé qu'à une poignée de parvenus, de parasites sociaux et d'exploiteurs qui profitent de ce système capitaliste pour s'enrichir au détriment de ceux qui produisent réellement les richesses. C'est bien la loi du marché capitaliste mondial qui veut que nos pays soient réduits à la pauvreté comme le sont toutes les populations pauvres du Tiers Monde pendant qu'une minorité dans une vingtaine de pays dits évolués s'enrichit en exploitant sans merci le reste du monde. Et c'est pour maintenir cette exploitation de nos pays que les pays riches ont soutenu et soutiennent encore chez nous des dictatures aussi sanglantes que l'était celle de Staline pourtant ignoble.

Aujourd'hui même, en URSS, l'idéologie que tous ces défenseurs du capitalisme nous montrent avec le plus de

complaisance, c'est celle des nostalgiques de l'ancienne Russie des tsars, de ses popes et de ses vieux oripeaux réactionnaires, c'est celle des confrontations entre populations de différentes nationalités (comme azéris et arméniens) jetées violemment les unes contre les autres en se servant du nationalisme et de la religion. Est-ce cela l'avenir heureux promis au peuple soviétique?

Un démocrate, Eltsine? Il était, il y a encore un an seulement, un membre éminent de ce parti communiste de l'URSS qui exerçait une dictature sur tout le pays. Tous ceux-là veulent faire oublier aujourd'hui le rôle qu'ils ont joué dans le passé. Ce sont eux qui tireront profit d'un retour au capitalisme mais pas les travailleurs.

La joie de tous les hommes politiques occidentaux comme de nos dictateurs d'Afrique nous concerne car ils se servent des événements de l'URSS pour persuader les travailleurs du monde entier que la société capitaliste est la seule possible; convaincre les travailleurs qu'ils doivent renoncer à l'espoir de changer cette société pour en construire une autre.

Mais en URSS ce n'est pas le communisme (c'est-à-dire l'expropriation des profiteurs, la propriété collective des entreprises, l'organisation de la production pour produire ce qui est nécessaire à l'ensemble de la population) qui a fait faillite par rapport au capitalisme. Ce qui a fait faillite, c'est la caricature réactionnaire d'une telle société. Caricature qui n'a pu exister que parce que toutes les

grandes puissances se sont coalisées, dès le début de la révolution pour l'abattre et la paralyser, et surtout pour éviter que les travailleurs du monde entier s'emparent des idées communistes afin de construire à l'échelle de la planète une société plus riche, plus humaine et plus démocratique que le capitalisme, en étant assez forts pour ne pas se faire confisquer le pouvoir par une clique réactionnaire.

Si nos dictateurs et nos exploités sont si pressés d'enterrer le communisme, ce qu'ils veulent c'est que les exploités ne se tournent pas vers les idées de la lutte de classe. Ils veulent que les exploités se contentent une fois pour toute de ce système profondément injuste qu'est le capitalisme. Mais quoi qu'ils en disent, leur monde est tellement barbare, il engendre tellement d'inégalités et de misère qu'il ne peut survivre. Ce sont les contradictions fondamentales de ce système lui-même qui engendre la lutte de classes et qui fera que tôt ou tard il disparaîtra. Cela y va de la survie de l'humanité. Les crises économiques, les guerres, le sous-développement, sont les maux inhérents à ce système. Ce n'est pas la fin du stalinisme qui mettra fin à la lutte de

classe mais la fin du capitalisme lui-même.

Alors, nous avons la certitude que même si l'URSS devait s'effondrer définitivement - ce qui n'est pas encore tout à fait achevé - la lutte de classe continuera en Afrique. Le seul problème, c'est qu'elle ne soit pas dévoyée vers des impasses ou des directions qui, au lieu d'améliorer le sort des pauvres l'aggraverait encore: vers l'intégrisme religieux, vers les affrontements nationaux ou ethniques, vers des dictatures réactionnaires ou même vers des dictatures qui se prétendent progressistes à la manière de Sékou Touré ou de Thomas Sankara.

Voilà pourquoi il est important que les démagogues nationalistes ou "progressistes" voire les intégristes ne soient pas les seuls présents à donner une orientation à la colère des masses pauvres. Voilà pourquoi il est important qu'il y ait parmi les travailleurs des femmes, des hommes qui répandent les idées de l'émancipation sociale du prolétariat, les idées d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression. C'est à eux que s'adresse notre publication. C'est leur regroupement que nous avons l'ambition de favoriser.

COTE D'IVOIRE : LA CLASSE OUVRIERE A BESOIN DE S'ORGANISER

Dans le milieu des travailleurs de Côte d'Ivoire, il est en train de se produire quelque chose de nouveau. C'est que, depuis un an, il se manifeste dans les entreprises une aspiration à créer des

syndicats indépendants. En voulant créer des syndicats en dehors de l'U.G.T.C.I (le syndicat unique), les travailleurs montrent par là qu'ils ne font plus confiance au P.D.C.I (le parti au pouvoir),

ni au syndicat qui lui est associé pour défendre leurs intérêts.

Ce nouvel état d'esprit des travailleurs a dû susciter quelques inquiétudes chez les dirigeants de l'U.G.T.C.I. Car ce syndicat qui a servi de courroie de transmission entre les travailleurs et le parti de Houphouët-Boigny pendant près de trois décennies, éprouve maintenant le besoin de dire publiquement qu'elle est aussi un syndicat autonome. Eh oui! les temps changent et il faut en tenir compte, ne serait-ce qu'en paroles pour tenter de ne pas perdre toute crédibilité.

L'aspiration des travailleurs à s'organiser de manière autonome se manifeste sous des formes diverses. A l'entreprise IRAN, par exemple, tout en sachant les risques qu'ils prennent, des chauffeurs ont osé revendiquer leurs droits: salaires de base et le paiement des heures supplémentaires. Le patron, avec l'appui de l'U.G.T.C.I., n'a pas hésité à les licencier.

Des tentatives de grève qui ont eu lieu même là où il n'y avait pas un syndicat en dehors de l'UGTCI, comme cela s'est passé il y a quelques mois à Filtisac, vont aussi dans le sens de l'effort des travailleurs de s'organiser et d'agir collectivement. Certains des ouvriers impliqués dans cette grève avortée ont été mis au chômage technique. A cela s'ajoute l'existence du syndicat des dockers qui, lors d'une marche de protestation en juin dernier contre la répression des étudiants de Yopougon a tenu à former son propre cortège pour ne pas être noyé dans le flot des manifestants et a déployé sa banderole sur laquelle on pouvait

lire: "Liberté! Autonomie syndicale!"

C'est sur ce besoin qu'éprouvent les travailleurs de s'organiser, que se sont appuyés ceux qui ont pris l'initiative de créer le syndicat DIGNITE. Ce syndicat affiche son indépendance vis-à-vis de l'U.G.T.C.I. A l'occasion du 1er mai dernier, il a tenté d'organiser seul une manifestation de travailleurs.

Le fait de s'organiser, de se battre contre la baisse des salaires, contre les licenciements, en un mot de faire respecter nos droits légitimes est nécessaire, surtout en cette période de crise où les patrons nous imposent des sacrifices. Défendre nos intérêts de classe est la moindre des choses. Si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place? Nous savons bien que l'U.G.T.C.I. qui s'est arrogé le droit de parler en notre nom est en fait du côté des patrons. D'ailleurs, il y a quelques mois, comme s'ils tenaient à nous le rappeler, son secrétaire général s'est vanté publiquement d'avoir "déjoué" toutes les tentatives de grève depuis qu'il est à la tête de ce syndicat. Le 10 Octobre dernier, le N°2 de ce même syndicat a ajouté de son côté: "les travailleurs inorganisés constituent un danger permanent pour l'ordre public et social". Le P.D.C.I voulait le calme et la stabilité. Il revenait à l'U.G.T.C.I de tout mettre en oeuvre pour éviter les grèves et quand cela ne suffisait pas, elle avait l'appui des policiers et des gendarmes.

C'est pour permettre à l'U.G.T.C.I. de jouer efficacement son rôle de briseur de grève que, dès le lendemain de l'indépendance, les

dirigeants ivoiriens ont interdit tous les autres syndicats de l'époque. Même aujourd'hui, avec le multipartisme, ils accordent le droit syndical plus aux enseignants, aux étudiants et autres petits bourgeois qu'aux ouvriers.

Pour avoir le droit de nous réunir dans nos entreprises, de discuter de nos problèmes, de nos mauvaises conditions de travail, il nous faudra encore nous battre. Car les dirigeants ne veulent pas que nous nous organisions. Ils ne veulent pas que nous utilisions la grève pour nous défendre, comme le montre l'envoi systématique des forces de l'ordre contre les travailleurs en grève à Blohorn ou dans d'autres entreprises.

Il est réjouissant que les travailleurs cherchent à s'organiser. Mais s'ils arrivent à créer des syndicats, il faut qu'ils s'efforcent d'en garder le contrôle. Il faut qu'ils élisent eux-mêmes leurs responsables et se donnent les moyens de les remplacer à tout moment. Autrement, au lieu d'être un moyen de lutte, le syndicat peut être utilisé à d'autres fins. Il y a beaucoup de gens, même dans l'opposition, qui n'ont pas intérêt à ce que les travailleurs s'organisent pour se défendre eux-mêmes. Ils vont tout faire pour les en empêcher, quand ils ne peuvent pas utiliser l'organisation des travailleurs pour leur propre compte.

C'est pourquoi le fait qu'un syndicat soit de l'opposition n'est en rien une garantie pour la défense de nos intérêts. Si un syndicat des travailleurs est lié par exemple à un parti tel que le FPI ou le PIT, eh bien ce syndicat ne pourra même pas défendre nos intérêts de classe immédiats, parce que son

action sera dictée avant tout par les préoccupations de ces partis qui cherchent simplement à gérer les affaires de la bourgeoisie, à participer au gouvernement. Bien entendu, les dirigeants de ce syndicat, tout en agissant de la sorte, se défendront de faire de la politique. Ils diront aux travailleurs de ne pas discuter politique sous prétexte de sauvegarder l'unité syndicale. Mais cela sera simplement un mensonge pour nous tromper.

Tout en nous efforçant de créer des syndicats, nous devons nous organiser aussi politiquement, car les luttes syndicales et politiques sont étroitement liées. Même quand nous cherchons à limiter la lutte pour la défense de nos intérêts sur un plan strictement syndical, celle-ci a quand même un caractère politique. Et ce sont les dirigeants eux-mêmes qui se chargent de nous le montrer. Par exemple quand il y a une grève, ils n'hésitent pas à envoyer des soldats contre les grévistes, car ils savent que la lutte des ouvriers n'est pas seulement dirigée contre les patrons mais aussi contre le gouvernement à leur service et contre tous ceux qui vivent du travail des autres. C'est la lutte des exploités contre les exploités, des pauvres contre les riches. Cette lutte ne prendra fin que le jour où les travailleurs prendront le pouvoir et mettront les moyens de production à la disposition de la société afin que les richesses créées permettent d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble des pauvres.

Pour cela, il faut que dès maintenant sortent des rangs des ouvriers, des militants qui soient des représentants, des porte-paroles de leur classe et qui s'efforcent de développer la conscience politique de leurs

camarades, de les aider à prendre l'habitude de discuter de leurs affaires, de les organiser, bref

de les préparer à la lutte pour la transformation de la société.

CARTE DE SEJOUR, CARTE D'IDENTITE: UNE FACON DE FAIRE PAYER LES PAUVRES

Le gouvernement ivoirien a décrété que tous les "étrangers" âgés de plus de 16 ans doivent désormais avoir une carte de séjour. Sinon, ils s'exposent à une expulsion à compter de décembre prochain. Dès le 14 octobre dernier, certains commissariats devraient commencer à délivrer cette fameuse carte moyennant "50.000f pour les étrangers non CEDEAO, 5000f pour ceux de la CEDEAO" et 2000f pour les ivoiriens (pour l'obtention d'une carte nationale d'identité).

Les autorités prétendent que cette mesure permettra "de contrôler les entrées et les sorties dans notre pays" et de "lutter contre la criminalité". Mais personne n'est dupe de leurs véritables intentions. En imposant à des millions de non ivoiriens la carte de séjour dont le "timbre" vaut de l'or, le gouvernement d'Allassane Ouattara cherche tout simplement à renflouer les caisses de l'Etat. Il n'y a pas longtemps, au nom de la lutte contre le banditisme, le gouvernement a demandé une contribution financière à la population. Celle-ci lui a apporté ainsi des milliards de francs. Mais cela ne lui a apparemment pas suffi. Alors, il

a trouvé un autre moyen de financer son fameux "plan de stabilisation et de relance économique".

Pourtant, il existe bien d'autres sources de financement! Par exemple faire payer toutes les entreprises qui prospèrent (au lieu d'alléger leurs charges, comme le fait l'Etat ivoirien); obliger les riches à payer leurs dettes envers l'Etat, qui s'élèvent à plusieurs milliards, etc. Mais le gouvernement ne s'attaque pas à eux, parce qu'il est là, justement, pour gérer les affaires de ces gens-là.

En imposant la carte de séjour, le gouvernement s'attaque avant tout aux travailleurs et aux pauvres dans la mesure où ils constituent la plus grande partie des immigrés. Par cette mesure il leur fait payer la crise tout en les désignant comme responsables de "l'insécurité et de la criminalité". Incapables de faire face à la crise et au chômage, les dirigeants trouvent des boucs-émissaires en la personne des "étrangers".

Mais les travailleurs ivoiriens ne doivent pas se laisser

tromper par ce mensonge qui vise à les monter contre leurs frères venus des pays voisins, à les opposer les uns aux autres. Ils doivent se rendre compte qu'au fond, ce gouvernement au service des riches, veut faire payer la crise à tous les pauvres, immigrés ou pas. Le gouvernement l'a d'ailleurs dit lui même: les immigrés payeront la carte de séjour et les ivoiriens la carte d'identité "nationale". Malgré

son caractère apparemment général, cette mesure attaque principalement les travailleurs et les pauvres qui forment l'écrasante majorité de la population, les riches ne formant qu'une infime minorité.

Cette nouvelle mesure est donc une façon sournoise de s'attaquer aux pauvres en utilisant des doses différentes, mais ce sont des lanières d'un même fouet.

YOPOUGON :

UNE OPERATION "D'ASSAINISSEMENT" OU D'ENRICHISSEMENT SUR LE DOS DES PAUVRES

Les autorités ivoiriennes ont décidé de raser des "quartiers spontanés" existants dans certaines communes telles que Cocody, Port-Bouët, Attiécoubé, etc. Au début de ce mois, elles ont commencé par Odiennékourani, le bidonville de Yopougon, où elles ont envoyé des bulldozzers déloger les habitants.

Ceux-ci ont entassé dans les charrettes ou tout simplement dans la rue, à même le sol, ce qu'ils ont pu sauver comme bagages. Ils ont assisté impuissants, au démolissement de leurs logements, de leurs marchés, bars, restaurants, édifices religieux, etc. Seule, l'école a été épargnée au dernier moment pour permettre aux 750 élèves de ce "quartier spontané" de poursuivre leurs études en attendant que leurs parents

construisent une nouvelle école... Mais ces âmes charitables ne se demandent même pas où ces enfants vont loger pour aller à l'école. Comme toujours, dans ce genre de cas, les autorités ont cherché à faire croire que c'est dans l'intérêt même des habitants qu'elles ont fait cela. Selon elles, des fils électriques de haute tension qui passent dans ce quartier et des cables souterrains qui y traînent constituent un danger permanent.

De plus, il s'agit de "zones interdites", ajoutent ces autorités, comme pour se donner bonne conscience. Mais tout cela n'est qu'hypocrisie.

Cela fait plus de vingt ans que ce "quartier spontané" existe. Il y a une forte concentration

humaine: 10 à 20.000 habitants. Ces laissés-pour-compte n'avaient droit ni à l'eau potable ni à l'électricité. Ils devaient avoir recours à la lampe tempête comme s'ils vivaient en pleine brousse et non à Abidjan. L'établissement scolaire a été construit par eux-mêmes dès 1969. Cela leur a coûté au moins 26 millions de francs. Ils se sont saignés à blanc pour réaliser une telle prouesse. Ce qui prouve, soit dit en passant, leur capacité à se prendre eux-même en charge. Mais les autorités se moquent de leurs efforts. Elles sont prêtes à casser l'établissement et ne leur donnent qu'un an pour en reconstruire un autre. Quel cynisme!

Les autorités disent qu'une "zone de recasement de 100 ha" est donnée à ces habitants qu'on vient de chasser. Même si

cela est vrai, il faudrait y construire d'abord des logements pour eux, avant de parler "d'assainir" leur quartier qu'ils ont construit avec leur sang et leur sueur. Mais ce n'est évidemment pas d'un gouvernement au service des riches qu'il faut attendre cela.

Les autorités sont très pressées dans leur basse besogne parce qu'elles veulent libérer ces prétendues zones interdites, vraisemblablement pour les revendre aux riches et autres spéculateurs qui amassent des profits grâce à des transactions immobilières.

Comme quoi les exploiters profitent de tout, y compris des plaies de leur société que sont des bidonvilles, pour s'enrichir.

MADAGASCAR :
LA DICTATURE DE RATSIRAKA CHANCELLE
MAIS CEUX QUI S'APPRESENTENT
A LE REMPLACER
SONT DES BOURGEOIS COMME LUI.

Voilà maintenant plus de quatre mois que le régime du dictateur Ratsiraka tente de résister face au mécontentement populaire qui éclata à la mi-juin et qui se poursuit jusqu'aujourd'hui. Malgré l'Etat d'urgence, le couvre-feu et la répression sauvage de la "marche de la liberté" du 10 Août qui fit plusieurs victimes, malgré les menaces de licenciement que le gouvernement brandit contre les fonctionnaires grévistes, les manifestations de rues et la grève des fonctionnaires continuent toujours. Plusieurs

centaines de milliers de manifestants ont, plusieurs jours durant, occupé la place du 13 mai à Antananarivo scandant des slogans demandant la démission de Ratsiraka.

Combien de temps son régime tiendra-t-il encore? Se prépare-t-il à une sortie "honorable" comme son compère Kérékou du Bénin, c'est-à-dire accepter de nouvelles élections, y compris avec une défaite au bout mais en échange on le lavera de toute poursuite judiciaire et on le laissera profiter en toute

tranquillité de tout le butin qu'il a amassé durant son règne? Ou alors se contentera-t-il, comme son autre compère Sassou Nguesso du Congo à qui on n'a laissé que le titre symbolique de "président" mais confisqué tout pouvoir réel? Ou alors finira-t-il comme Moussa Traoré du Mali, écarté par une clique d'officiers ralliés tardivement à l'opposition et feignant de découvrir subitement, comme Toumani Touré, que le régime qu'ils ont soutenu depuis toujours n'était pas celui qu'ils souhaitaient pour la population?

En tout cas, malgré son bunker d'Iavoloha construit à grands frais dans la banlieue d'Antananarivo, malgré sa "garde présidentielle" armée jusqu'aux dents, Ratsiraka comme la plupart de ses compères du continent africain qui ont fait face à la contestation populaire, lorsqu'elle est plus ou moins déterminée, se trouve tout nu. Son armée qui faisait pourtant la loi dans tout le pays il y a seulement quelques mois, n'arrive même plus à faire respecter l'Etat d'urgence. Celui-ci vient d'ailleurs d'être levé car il n'était d'aucune utilité devant les manifestations de rue.

Ainsi donc, face au déferlement de manifestations, essentiellement dans la capitale, face à la quasi-paralysie de son administration à cause de la grève des fonctionnaires, Ratsiraka a dû changer de langage. Au début, il refusait toute idée de négociation avec les dirigeants de l'opposition qui ne lui demandaient rien de plus. Au fil des semaines, constatant que les manifestations ne faisaient que s'amplifier, il a été contraint de faire un pas envers les dirigeants de l'opposition.

Il a d'abord dissout son gouvernement, puis nommé un premier ministre plutôt proche de l'opposition et accepté que dans le nouveau gouvernement figurent des gens proches de l'opposition et de l'église. Mais cette reculade ne fit qu'encourager encore plus les manifestants et les partis d'opposition. Il y a quelques semaines, Ratsiraka était totalement opposé à toute élection avant le délai prévu par la constitution. Maintenant il se dit prêt à modifier la constitution et donc à accepter des élections anticipées. De reculade en reculade jusqu'où ira-t-il? Il lui reste encore la solution de la répression sauvage, mais en a-t-il encore les moyens? Sans compter qu'en agissant de la sorte il risque définitivement de terminer son règne. Tout dernièrement il a sorti la carte du régionalisme en convoquant les grands chefs coutumiers des provinces "côtières". Il veut ainsi jouer sur les sentiments des populations côtières pour les opposer à celles du centre de l'île. Pour sauver sa place, ce dictateur est capable d'attiser des conflits ethniques et régionaux qui risquent de faire de nombreuses victimes innocentes.

Les dirigeants de l'opposition, quant à eux, tentent de se montrer comme des gens politiquement propres. Et pourtant, hier encore ils soutenaient tous ce régime qu'ils condamnent aujourd'hui. Les dirigeants de l'Eglise comme ceux des partis d'opposition ont tous collaboré avec Ratsiraka. Certains d'entre eux, notamment le pasteur Richard Andriamanjato qui dirige l'AKFM-Renouveau et qui fait figure de dirigeant du "comité des forces vives" a été longtemps un des alliés de

Ratsiraka. Son parti comme les autres partis qui se réclament de l'opposition actuelle ont tous été membres du "Front de la Défense de la Révolution" créé par Ratsiraka lors de son arrivée au pouvoir. Jusqu'à ces derniers mois ils avaient encore le titre de membre de "Conseil de la Révolution". S'ils ont quitté Ratsiraka, ce n'est pas parce qu'ils ont découvert que celui-ci était un dictateur ni que son régime était corrompu. Ils ont quitté son régime comme les rats qui quittent le navire lorsque celui-ci est en train de chavirer.

La dégradation du niveau de vie de la population aggravée par les conséquences de la crise économique, l'enrichissement d'une minorité liée au pouvoir, détournant les fonds de l'Etat, la corruption de plus en plus grande dans les rouages de l'Etat, ont fini par faire éclater au grand jour la colère longtemps retenue de la population laborieuse. Les dirigeants de l'opposition sentant cette colère gronder ont vite changé leur veste et se sont mis à déverser des discours d'autant plus virulents à l'égard de Ratsiraka qu'ils lui étaient encore fidèles quelques mois auparavant. Leurs ambitions, c'est d'être à la place de Ratsiraka et de ceux qui sont au pouvoir avec lui. Ces dirigeants sont des politiciens bourgeois, proches de l'impérialisme. Il ne s'en cachent d'ailleurs pas beaucoup puisque c'est aux dirigeants de l'impérialisme français qu'ils font appel pour faire pression sur Ratsiraka afin que celui-ci accepte leurs revendications. N'est-ce pas symbolique de leur part d'avoir organisé plusieurs "marches de protestations" à Antananarivo devant les ambassades occidentales pour leur demander

de les soutenir ! Ils disent qu'ils veulent privatiser les entreprises nationalisées, qu'ils veulent ouvrir encore plus grandes les portes de l'île pour que les capitaux occidentaux viennent s'y investir. Les salaires des fonctionnaires et des travailleurs qui sont parmi les plus bas de l'Afrique, les inégalités criantes entre la bourgeoisie qui s'enrichit bien dans l'île et l'écrasante majorité de la population qui s'enfonce dans la misère toujours croissante, c'est le dernier de leurs soucis.

Comme Ratsiraka, ils ont peur de la mobilisation populaire lorsque celle-ci risque de leur échapper. Dès le début des manifestations ils avaient déjà mis sur pied un "gouvernement provisoire pour éviter tout vide de pouvoir" selon le porte-parole de l'opposition. Drôle de manière de se constituer en pouvoir pour des gens qui, hypocritement, se prétendent "démocrates" ! Ils méprisent et craignent les exploités tout autant que Ratsiraka mais ils ont besoin de l'énergie des pauvres pour se hisser aux pouvoirs. Ils essaient de canaliser en leur faveur les manifestations de mécontentement en prenant bien soin d'éviter tout débordement. Ils ont leur service d'ordre musclé, les "kung-fu", qu'ils ont mobilisés pour imposer leur "discipline". Ces "kung-fu" n'hésitent d'ailleurs pas à terroriser les manifestants qui seraient tentés de déborder le cadre imposé par les dirigeants de l'opposition. Ils ont même tué quelques manifestants, notamment à Toamasina.

Les partis d'opposition n'ont d'ailleurs jamais protesté contre le couvre-feu. Bien au

contraire, leur service d'ordre s'est plutôt ajouté aux forces armées de Ratsiraka pour participer à l'établissement du couvre-feu. Pour montrer qu'ils étaient bien des gens "sages", "non-violents" hostiles au "désordre", ils ont transformé les immenses manifestations en "sit-in" ou en grandes messes dominicales célébrées à la place du 13 Mai. Il prennent bien soin de ne pas encourager la grève, et surtout pas dans le secteur privé. La grève dans la fonction publique, ils n'ont fait que la suivre et la canaliser à leur profit en ne mettant en avant que la revendication de "démission de Ratsiraka" et non pas par exemple l'augmentation des salaires ou la diminution des prix des denrées alimentaires.

jusqu'à présent, les dirigeants de l'impérialisme français, tout en disant qu'ils ne veulent pas s'immiscer dans les affaires intérieures de Madagascar jouent les messieurs bons offices. La plupart des négociations entre Ratsiraka et les dirigeants de l'opposition se mènent dans les coulisses de l'ambassade de France. La bourgeoisie française a des intérêts dans l'île et compte en

avoir encore plus. Alors elle essaie de ménager la chèvre et le chou. Mais quelle que soit l'issue de ces négociations de coulisse, il n'en sortira rien de bon pour la population laborieuse, c'est-à-dire pour ceux grâce à qui le régime a reculé.

Des changements véritables, il n'y en aura que si les travailleurs des villes soutenus par ceux des campagnes et tous les laissés-pour-compte qui sont la véritable force du changement prennent conscience que c'est eux qui doivent diriger la lutte et la mener jusqu'au bout. Ils n'ont aucun intérêt à se contenter de renverser seulement le régime de Ratsiraka pour que celui-ci laisse la place à ces dirigeants bourgeois qui, bien qu'ils se disent opposants à Ratsiraka, ne sont pas si différents de lui. La lutte des populations exploitées pour l'amélioration de leurs conditions d'existence est en totale contradiction avec l'aspiration des dirigeants de l'opposition qui, eux ne veulent être que les "bons gestionnaires" du système capitaliste responsable de la misère et du sous-développement.

MALI = QUAND LES GALONNES DE BAMAKO JOUENT AUX DEMOCRATES

Les galonnés de Bamako ont voulu démontrer publiquement qu'ils sont devenus des "démocrates". Pour cela ils ont accepté la proposition de plusieurs partis dits

d'opposition qui réclamaient depuis plusieurs mois l'ouverture d'une conférence nationale. Cette revendication non coûteuse a été acceptée avec un grand fracas publicitaire à

la radio et à la télévision RTM. C'était vraiment un cirque grandeur nature. Pendant 15 jours on voyait "ATT" (le sobriquet d'Amadou Toumani Touré) en tenue militaire flanqué de son premier ministre, en civil, et toutes les délégations venues de tous les coins du Mali et même de l'immigration, pour assister à l'ouverture de ladite conférence qui s'est tenue le 25 juillet au Palais des Sports de Bamako. Cette journée a été décrétée par les militaires jour chômé et payé. L'opposition a organisé un grand rassemblement au square Patrice Lumumba, juste en face de l'ambassade de France. Le mot d'ordre était : "jugement de tous les responsables des crimes du régime de Moussa Traoré" et "hommage à toutes les victimes de la répression". Ce rassemblement s'est transformé en une manifestation qui s'est dirigée vers le Palais des Sports où se tenait la conférence nationale. Il y avait aussi des mots d'ordre propres à la classe ouvrière, qui réclamaient l'augmentation de 100 % des salaires et la liberté totale d'expression.

Les délégations ont été reçues par les dirigeants qui ont promis de juger tous les responsables de la répression sous l'ancien régime. Seulement, ils ont peut-être oublié que "ATT" et ses compagnons actuels étaient des officiers de l'ancien régime qui n'avaient jamais désobéi aux ordres de Moussa Traoré de massacrer les manifestants. Aujourd'hui, ils veulent se montrer "propres" et non responsables de ce qui s'est passé hier. Qui veut-on tromper ? Juste avant l'ouverture de la conférence, il s'est produit

un événement pour montrer que la situation n'est pas stable et que à tout moment elle peut basculer. Le 15 juillet une partie de l'armée, dirigée par Lamine Diabira, ministre de l'intérieur d'ATT et ancien gouverneur à Tombouctou, sous le régime de Moussa Traoré, a tenté un coup d'Etat pour remettre en cause les promesses tenues à chaud pendant les événements par ATT qui disait que l'armée allait rentrer dans les casernes pour céder le pouvoir aux civils après les élections municipales, législatives et présidentielles.

Dans ce combat, pour le moment, c'est la clique d'ATT qui a pris le dessus. Elle a fait démissionner tous les maires qui étaient élus sous l'étiquette de l'UDPM et dissout toutes les organisations qui étaient liées à ce parti, l'UNJM (Union Nationale de la Jeunesse du Mali), l'UNMF (Union Nationale des Femmes du Mali). Elle a désigné une délégation spéciale pour remplacer tous les anciens maires destitués. Actuellement au Mali les élections se préparent. Il y a plus de 40 partis déclarés officiellement: des "écologistes" jusqu'aux "sociaux-démocrates" et "libéraux"; bref, c'est une copie conforme jusqu'au ridicule de la mode politique française. Le malheur est que de tous ces partis aucun ne se réclame réellement de la classe ouvrière et des idées révolutionnaires. Pourtant, c'est la seule politique qui serait valable pour en finir avec la dictature et la misère qui règne aujourd'hui au Mali et dans tout le continent africain.

LA CONFERENCE NATIONALE, UNE PALABRE ENTRE COMPERES

La "conférence nationale" est à la mode en Afrique. Elle apparaît pour certains, surtout dans la petite bourgeoisie intellectuelle, comme une sorte de recette miracle pour apporter des changements. Un peu partout des organisations se créent uniquement dans le but de participer à une tenue éventuelle de la conférence nationale. Ici, en Côte d'Ivoire, les partis d'opposition veulent tous la tenue d'une conférence nationale, même si le FPI se montre plus discret à ce sujet pour des calculs politiques qui lui sont propres.

Alors, on peut se demander si dans les pays où la conférence nationale s'est déjà déroulée, il y a eu un changement quelconque pour que certains en attendent encore quelque chose. Nous ne prendrons que le cas du Bénin et celui du Congo cités souvent en exemple.

Le Bénin, avant la tenue de la conférence nationale, était un pays au bord de la faillite. Les populations pauvres, victimes de la crise et du chômage, étaient de plus en plus mécontentes. Il y avait des grèves et des manifestations souvent violemment réprimées. Cette situation risquait de se transformer en une guerre civile, ou du moins de devenir incontrôlable.

C'est cela qui a fait peur à la fois à ceux qui étaient au pouvoir et à ceux qui aspiraient à le prendre leur tour. Alors, ils se sont entendus sur un compris susceptible d'apaiser la colère des populations, en faisant croire que quelque chose allait changer pour elles. C'est

ainsi qu'ils ont eu recours à la fameuse conférence nationale qui leur a permis de changer d'équipe gouvernementale sans trop de heurts et, pour la première fois depuis l'indépendance, sans coup d'Etat militaire.

Les conférenciers ont accusé le parti unique et en particulier Kérékou (l'ancien dictateur) de tous les maux, comme si eux allaient apporter quelque chose de nouveau. Ils ont élu un premier ministre chargé de former un gouvernement transitoire et d'organiser des élections présidentielles et autres. Kérékou a perdu les présidentielles et, avec la complicité de ses successeurs, est parti avec les fonds publics qu'il avait pillés pendant ses 17 ans de règne sans partage. C'est une façon pour ceux-ci de remercier Kérékou d'avoir bien voulu leur céder la place pour qu'ils en profitent à leur tour.

Nous le voyons, la conférence nationale est un simple "coup d'Etat constitutionnel".

Pour les travailleurs et l'ensemble des petites gens c'est la même situation qui continue en s'aggravant. A peine Nicéphore Soglo a-t-il quelque peu stabilisé son pouvoir que l'un des tout premiers décrets de son régime a été d'imposer une politique d'austérité à l'ensemble des salariés, à commencer par ceux de la fonction publique. En conformité avec la volonté du FMI, il se prépare à licencier massivement dans la fonction publique. En plus de cela, il a décidé une diminution de 10 % sur les

salaires des fonctionnaires, qui de surplus, n'ont pas encore perçu leur solde depuis plus de deux mois. Ces mesures ont été accueillis avec colère par les travailleurs. Le vendredi 13 Septembre, les travailleurs de l'électricité, de l'eau, des transports maritimes, des chemins de fer, de la radio et de la télévision se sont mis en grève contre les mesures qui les frappent. "L'état de grâce" de Soglo a-t-il déjà fait long feu? En tout cas les travailleurs montrent qu'ils ne veulent pas se contenter des paroles.

Au Congo, c'est le même scénario à part le fait que les élections présidentielles n'ont pas encore eu lieu et que le dictateur Sassou Nguesso est toujours au pouvoir. Mais au Congo, les nouveaux ministres sont plus impatients que leurs collègues béninois (ou tout simplement parce que, au Congo, il y a un peu plus de miettes à grappiller), et ils n'hésitent pas à se remplir les poches dès leur nomination.

En effet, malgré la situation catastrophique du pays, ils ont estimé que le salaire des ministres, qui était de 450.000 FCFA, n'était pas assez élevé; et leur première mesure a consisté à faire passer ce salaire à 800.000 FCFA, soit près du double! Quand, en juillet dernier, des jeunes chômeurs ont manifesté devant la primature, au moment même où se tenait le conseil des ministres pour que ceux-ci pensent aussi un peu à eux, la réponse a été très brutale. La manifestation a été réprimée et il y a eu plusieurs blessés.

Pour des gens de bonne foi qui se feraient des illusions sur la conférence nationale, ces deux exemples suffisent à montrer que les nouveaux dirigeants ne sont

pas moins pourris que leurs prédécesseurs même si, quand ils étaient dans l'opposition, ils critiquaient par démagogie ces derniers.

Mais comment peut-il en être autrement, quand le même appareil d'Etat, l'armée, la police, les institutions judiciaires ne changent pas? Comment éviter les détournements des deniers publics quand les dirigeants ne sont pas contrôlés de façon démocratique par les populations? quelle garantie pouvons-nous avoir contre l'arbitraire et les abus de toutes sortes s'il n'y a aucun véritable contre-pouvoir, s'il n'y a pas d'organisations démocratiques des masses pauvres?

Non, les nouveaux dirigeants, à l'image des anciens, sont totalement étrangers aux intérêts des populations. Ils s'en moquent complètement. Et nous n'avons même pas besoin d'attendre les résultats de la conférence nationale pour nous en rendre compte. Il suffit de voir qui sont les participants pour comprendre que la conférence nationale est une formule inventée simplement pour tromper les populations.

Car qui peut sincèrement croire que les "ténors" de l'opposition qui, sentant venir le vent du mécontentement populaire, ont retourné à temps leur veste peuvent être des acteurs d'un changement? Un Edem Kodjo qui a été un fidèle ministre du dictateur togolais Eyadéma, un milliardaire comme Karl I Bond ou un Tshisekedi (dirigeant de l'UDPS) qui se sont enrichis pendant longtemps comme ministres de Mobutu, en quoi sont-ils différents de leurs collègues d'hier qu'ils traitent en adversaires aujourd'hui?

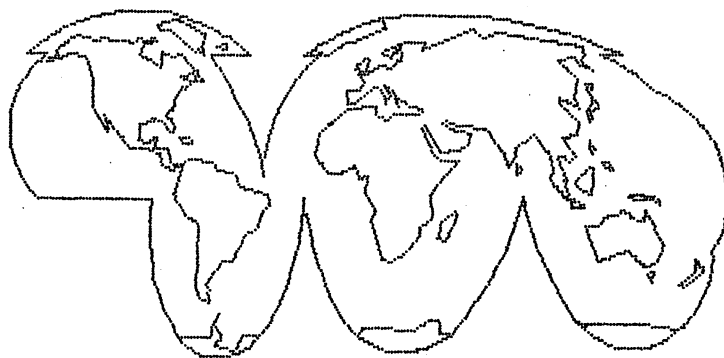
Il est d'ailleurs significatif que tous ces soi-disant opposants se contentent de critiquer les dictateurs qui leur servent de boucs-émissaires et évitent soigneusement de remettre en cause le régime social, c'est-à-dire la base même de la dictature, de l'exploitation et de la misère. Car ils s'appêtent tous à servir et à défendre ce même régime injuste.

Les populations n'ont aucun intérêt à accorder la moindre confiance à ces gens-là. Pour elles, non seulement la conférence nationale n'apportera rien, mais elles risquent d'en être les victimes si elles se font des illusions, si elles

attendent quoi que ce soit des dirigeants. Car si elles mettent des années avant de se rendre compte qu'ils les ont trompées, ce sera autant de moment de répit pour leurs oppresseurs. Et c'est cela qu'ils veulent en organisant cette fameuse conférence.

Mais dans la mesure où il y a maintenant dans certains pays d'Afrique un climat relativement favorable pour s'exprimer, il faut souhaiter que les travailleurs et l'ensemble des pauvres en profitent pour exprimer leurs besoins et arrivent à trouver les voies et moyens de les satisfaire eux-mêmes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS ! (KARL MARX)

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.